

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Attention : les points 24 et suivants seront traités dès 14h.*

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications  M. le Président lit les lettres de démission de Mme la députée Cesla Amarelle, ainsi que de MM. Jean Christophe Schwaab et Olivier Feller. Il leur rend hommage en mettant en évidence les points saillants de leurs parcours parlementaires respectifs.			
	2.	Dépôts  Interpellations: Anne Baehler Bech; Anne Papilloud; Jean-Marie Surer et consorts; Postulats: Martine Fiora-Guttmann et consorts au nom du groupe radical; Aliette Rey-Marion et consorts; Christa Calpini et consorts au nom du groupe radical; Initiative: Nicolas Rochat et consorts; Pétition: pour que les grands-parents Tahiri restent auprès de leurs deux petits-enfants.			
RENV-CE	3.	(11_INT_571) Interpellation Pierre Guignard - A-t-on toutes les garanties que l'assassin de Montbenon sera expulsé ? (pas de développement)			
RENV-CE	4.	(11_INT_572) Interpellation Béatrice Métraux - Toits végétalisés, où en est-on dans le Canton de Vaud ? (pas de développement)			
RENV-CE	5.	(11_INT_566) Interpellation Gabriel Poncet - Lorsque les entreprises privées s'invitent à l'école, les autorités scolaires sont démunies ! (développement)			
RENV-CE	6.	(11_INT_567) Interpellation Jean-François Cachin et consorts - Vernand-Camarès / LEB - Suppression des passages à niveau no 24 et 25 et reconstruction d'un nouveau quai à voyageurs (développement)			
RENV-CE	7.	(11_INT_568) Interpellation Claude-Alain Voiblet - Requérants d'asile en Suisse et vacanciers l'espace d'un été dans leur pays d'origine ? (développement)			
RENV-CE	8.	(11_INT_569) Interpellation Christiane Jaquet-Berger - Qui est le pilote de Mobilis ? (développement)			
RENV-CE	9.	(11_INT_570) Interpellation Stéphane Montangero et consorts - Armes militaires à la maison : les Vaudois-es sont-ils à l'abri ? (développement)			

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	10.	(11_MOT_153) Motion François Cherix et consorts - Nomination d'un responsable du pilotage des agglomérations (développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)  Cosignée par au moins vingt députés, la motion est renvoyée directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.	DINT, DEC, DINF		
RENV-COM	11.	(11_POS_270) Postulat Jacques-André Haury et consorts demandant au Conseil d'Etat d'exploiter les contestations formulées à l'endroit de factures du CHUV dans sa lutte contre la hausse des coûts de la santé (développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)  Cosigné par au moins vingt députés, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.	DSAS		
RENV-COM	12.	(11_MOT_151) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts pour un concept énergétique communal et régional ayant valeur légale (développement et demande de prise en considération immédiate)  Le renvoi de la motion au CE (non), opposé au renvoi à l'examen d'une commission (oui), est refusé par 55 non, 70 oui et aucune abstention. A l'appel nominal, le précédent vote est confirmé par 72 oui, 60 non et aucune abstention.	DEC, DSE		
RENV-COM	13.	(11_MOT_152) Motion Roxanne Meyer Keller et consorts au nom des député-e-s du district de la Broye-Vully demandant le déblocage des crédits nécessaires pour améliorer les infrastructures ferroviaires et routières dans la Broye-Vully (développement et demande de prise en considération immédiate)  Après discussion, l'auteur de la motion se rallie aux diverses demandes de renvoi de l'objet à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.	DINF, DEC		

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
TRAITE	14.	(GC 181) Election complémentaire de trois juges à 100% au Tribunal cantonal  Bulletins délivrés : 150; bulletins rentrés : 133; bulletins nuls : 0; bulletins valables : 133; bulletins blancs : 6; majorité absolue : 67. Ont obtenu des voix : 1. M. Laurent Merz ( 125 voix); 2. Mme Françoise Dessaux ( 122 voix); 3. M. Eric Kaltenrieder ( 122 voix). Sont élus-ues : M. Laurent Merz, Mme Françoise Dessaux et M. Eric Kaltenrieder.	GC	Feller O.	
TRAITE	15.	(GC 182) Election complémentaire d'un assesseur à la CDA  Bulletins délivrés : 150; bulletins rentrés : 120; bulletins nuls : 0; bulletins valables : 120; bulletins blancs : 6; majorité absolue : 61. A obtenu des voix et est élue: 1. Mme Pascale Fassbind-de-Weck (avec 114 voix).	GC	Feller O.	
OA	16.	(421) Exposé des motifs et projet de loi modifiant : la loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (LPFES), la loi du 16 novembre 1993 sur les Hospices cantonaux (LHC)(2ème débat)  (2ème débat): LPFES: art. 4 à 32f acceptés. Fin du 2ème débat. En vote final, le projet de LPFES est adopté à la majorité, avec quelques abstentions.  (2ème débat): LHC: art. 14 accepté sans discussion. Fin du 2ème débat. En vote final, le projet de LHC est adopté à la majorité, moins une abstention.	DSAS.	Roulet C.	
REF	17.	(11_PET_069) Pétition "L'aide sociale doit tenir compte de la pension alimentaire que la personne verse pour ses enfants"  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées par 96 oui, 9 non et 8 abstentions (classement de la pétition).	DSAS	Glutz F.	
TRAITE	18.	(06_INT_358) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Olivier Feller relative à la réorganisation de l'office des écoles en santé (ODES) initiée par la cheffe du département de la formation et de la jeunesse et le chef du département de la santé et de l'action sociale.	DSAS.		

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	19.	(RI10_POS_198) Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Ducommun et consorts concernant la défibrillation rapide et la mise en place d'un réseau de premiers répondants  Les conclusions du rapport intermédiaire du Conseil d'Etat sont adoptées par oui, non et abstentions. Le nouveau délai est donc accepté.	DSAS.		
OA	20.	(380) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Christine Chevalley et consort au sujet de la lutte contre les effets de seuil  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à l'unanimité (acceptation du rapport).	DSAS.	Chatelain A.	
RET	21.	(10_MOT_106) Motion Christa Calpini et consorts pour une rente-pont en faveur des seniors au bénéfice du revenu d'insertion  La motion n'ayant pas encore été prise en considération et comme énoncé dans le rapport de la majorité de la commission, la motionnaire décide de retirer sa motion.	DSAS	Martinet P. (Majorité), Pache R. (Minorité)	
OA	22.	(390) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Dominique-Richard Bonny et consorts intitulé "Des médecins pour nos campagnes"  Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à l'unanimité (acceptation du rapport).	DSAS.	Roulet C.	
RENV-T	23.	(351) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats Maximilien Bernhard et consorts pour un bilan de la politique cantonale en matière de prévention et de lutte contre les toxicomanies et Philippe Leuba et consorts demandant l'adoption d'un cadre légal interdisant ou tout au moins régissant la pose et le recours aux distributeurs de seringues destinées aux toxicomanes	DSAS.	Ducommun P.	06/12/2011

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	24.	(11_MOT_150) Motion Nicolas Rochat et consorts - Consolider les droits des salarié-e-s vaudois dans les procédures de licenciements collectifs (développement et demande de prise en considération immédiate)  Après discussion, l'auteur de la motion se rallie aux diverses demandes de renvoi de l'objet à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.	DEC		
REF	25.	(11_INI_044) Initiative Jean-Michel Dolivo et consorts demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui réalisent des bénéfices (développement et demande de prise en considération immédiate)  Le renvoi de la motion au CE (non), opposé au renvoi à l'examen d'une commission (oui), est accepté par 72 non, 43 oui et 2 abstentions. A l'appel nominal, le précédent vote est confirmé par 63 non, 60 oui et aucune abstention. La prise en considération immédiate de l'initiative et son renvoi au Conseil d'Etat sont refusés par 74 non, 49 oui et 2 abstentions.	DEC		

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA+M	26.	<p>(331) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur le plan de protection de Lavaux du 12 février 1979 (LLavaux) et la carte qui en fait partie intégrante et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Vincent Chappuis demandant au Conseil d'Etat de procéder à une révision de cette loi(3ème débat)</p> <p>(3ème débat): LLavaux: motion d'ordre Mahaim (demandant une interruption de séance de 10 minutes), appuyée par 20 députés, est refusée par 75 non, 57 oui et 4 abstentions. Motion d'ordre Mattenberger (report du débat jusqu'à droit connu sur le recours au TF), appuyée par 20 députés au moins, est refusée par 78 non, 55 oui et 5 abstentions. Art. 10: la version du 2ème débat (oui) est préférée par 71 oui, 68 non et 1 abstention. A l'appel nominal, la version du 1er débat est préférée par 69 oui, 70 non (grâce au vote du Président) et 1 abstention. Art. 14bis: la version du 2ème débat (oui) est préférée par 75 oui, 52 non et 9 abstentions. Fin du 3ème débat. En vote final, le projet de LLavaux est adopté par 103 oui, 11 non et 18 abstentions. Les conclusions du rapport de la commission sur le rapport du CE sur la motion Vincent Chappuis sont adoptées à l'unanimité (acceptation du rapport).</p>	DEC.	Haldy J. (Majorité), Rochat N. (Minorité)	
RENV-SD	27.	<p>(381) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale lui demandant d'obtenir un accès à la formation professionnelle pour les jeunes sans statut légal et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative Jean-Michel Dolivo et consorts demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir un accès à la formation professionnelle pour les jeunes sans statut légal (suite des débats)(1er débat)</p> <p>(1er débat): l'entrée en matière sur le projet de décret est acceptée par 61 oui, 60 non et 1 abstention. A l'appel nominal, le précédent vote est confirmé par 67 oui, 62 non et 1 abstention.</p>	DEC.	Amarelle C. (Majorité), Buffat M. (Minorité)	06/12/2011
RENV-T	28.	(10_MOT_124) Motion Grégoire Junod et consorts - Différer les horaires de vente d'alcool des heures d'ouverture des commerces et des établissements publics: une mesure efficace de santé publique et de prévention de la violence	DEC, DSE, DSAS	Christen J.	06/12/2011
RENV-T	29.	(10_POS_213) Postulat Jean-François Cachin et consorts - Une nouvelle réaffectation du P+R provisoire de Vennes	DEC	Gaille P.A.	06/12/2011

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	30.	(11_INT_480) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean Christophe Schwaab et consorts - Pourquoi la BCV ne se comporte-t-elle pas en partenaire social exemplaire?	DEC.		06/12/2011
RENV-T	31.	(10_POS_223) Postulat Jacques-André Haury et consorts au nom de l'Alliance du Centre proposant une adaptation de notre politique de promotion économique à la croissance démographique actuelle	DEC	Martinet P. (Majorité), Poncet G. (Minorité)	06/12/2011
RENV-T	32.	(09_INT_269) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consort demandant comment coordonner efficacement les transports publics dans les dossiers de l'hôpital Riviera-Chablais et de l'agglomération Riviera	DEC.		06/12/2011
RENV-T	33.	(10_INT_453) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Sandrine Bavaud - L'économie sociale et solidaire : quelles perspectives pour le Canton de Vaud ?	DEC.		06/12/2011
RENV-T	34.	(10_POS_222) Postulat Jacques Nicolet et consorts - Perspectives et avenir de la formation professionnelle agricole dans le canton	DEC	Gay Vallotton M.	06/12/2011
RENV-T	35.	(372) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale l'invitant à demander au Conseil fédéral que les négociations avec l'UE au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire (ALEA) soient interrompues immédiatement et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Jacques Nicolet et consorts, au nom du comité du Groupe agricole du Grand Conseil, demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès des autorités fédérales afin que les négociations avec l'UE au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire (ALEA) soient interrompues immédiatement (10_INI_038)(1er débat)	DEC.	Wehrli L.	06/12/2011
RENV-T	36.	(11_INT_516) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-André Bory - Bactérie E.coli et primeurs, quelles incidences sur la production vaudoise?	DEC.		06/12/2011

Séance du Grand Conseil

Mardi 29 novembre 2011

de 9 h.30 à 17 h.00

## Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	37.	(11_INT_513) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Frédéric Borloz - Alpes vaudoises 2020 : la question des transports publics sera-t-elle intégrée dans la stratégie en cours de définition?	DEC.		06/12/2011

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :